



Illustration : première affiche (d'une série de trois)
créée pour le forum Nyéléni

gagné en influence, et milite à tous les niveaux pour les droits collectifs, les droits humains et la souveraineté alimentaire. Pourtant, le travail est loin d'être terminé.

Le monde est confronté à des bouleversements sans précédent, et nous sommes tous et toutes face à des crises simultanées et profondément ancrées. Nous avons besoin d'un changement de paradigme pour revendiquer notre droit à façonner nos propres systèmes alimentaires pour le bien des populations et de la planète. Aussi nous appelons à une nouvelle mobilisation au sein du mouvement pour la souveraineté alimentaire et au-delà, pour préparer notre réponse tant au niveau mondial que local, et pour nous rapprocher encore davantage de mouvements et organisations féministes, antiracisme, pour la justice climatique, la santé, les travailleuses, et l'économie sociale et solidaire. C'est maintenant ou jamais pour la transformation systémique.

Nous, les petits producteurs alimentaires et nos alliés, avons lancé un nouveau processus Nyéléni, et invitons les réseaux, mouvements, organisations sociales du monde à former une convergence intersectionnelle vers des propositions communes pour un changement de système. Lors de ce processus pluriannuel, nous avons rassemblé des milliers d'organisations de la base et d'autres alliés représentant six régions du monde, afin de discuter et d'émettre des propositions conjointes pour un changement de système ainsi que pour un programme politique fort pour les années à venir. Le Forum Global Nyéléni, qui se tiendra en Inde en 2025, sera un espace propice à la stratégie et à l'organisation, et pour entamer cette nouvelle phase du mouvement pour la souveraineté alimentaire.

Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP)

Aidez nous
à construire le
mouvement pour la
Souveraineté Alimentaire à
partir des mouvements de base.

abonnez - vous !
www.nyeleni.org

Chaque contribution compte.
Soutenez le bulletin Nyéléni

faire un don :
nyeleni.org/fr/rejoignez-nous/

éditorial

processus nyéléni: créer un agenda politique commun pour une transformation systémique

Dix-sept ans se sont écoulés depuis la tenue du premier Forum Nyéléni au Mali en 2007, qui a réuni des mouvements sociaux du monde entier engagés pour la souveraineté alimentaire. Le mouvement a grandi et a

• • • • • qui sommes-nous ?

• Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. • Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Mali, et se sentent membres d'un **mouvement pour la Souveraineté Alimentaire** plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Nyéleni est la voix de ce mouvement international.**

• Organisations impliquées: AFSA, CIP pour la Souveraineté Alimentaire, ETC Group, FIAN, Focus on the Global South, GRAIN, Grassroots International, La Marche mondiale des femmes, Le Forum mondial des peuples pêcheurs, Le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Les Amis de la Terre international, Radio Mundo Real, Transnational Institute, Via Campesina, VSF-Justicia Alimentaria Global, WAMIP, WhyHunger.

encadré 1

Des débats politiques houleux à la FAO et au CSA alors que les gouvernements stagnent

La longue vague de la pandémie de Covid-19, la crise alimentaire et les différents conflits ont affecté les discussions politiques dans les espaces de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les chocs commerciaux et leur impact sur les systèmes alimentaires ont été largement débattus au sein du Comité des produits (CCP). La plupart des pays ont continué à soutenir les politiques néolibérales, tandis que quelques voix isolées ont identifié les marchés locaux comme une réponse à la volatilité et à la fragilité du marché mondial. Le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones a rejoint le nouvel espace de travail du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pour élaborer un Plan d'Action qui servirait de feuille de route pour renforcer la diffusion et l'application de documents politiques approuvés par le CSA au niveau local, national, régional et international.

Le même besoin de mise en œuvre a été soulevé par les mouvements de pêche au sein du Comité des pêches (COFI), où ils ont plaidé pour l'application des Directives sur la pêche artisanale au niveau national. Le Forum mondial de l'agriculture familiale dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (DNUAF) a été un autre espace propice à la défense du programme pour la souveraineté alimentaire. Le groupe de travail Jeunes du CIP a participé à l'élaboration d'une boîte à outils destinée à faciliter le renouvellement des générations dans l'agriculture, afin de faire entendre la voix des jeunes agriculteur·ices et des peuples autochtones. En parallèle, les négociations dans le cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) sont dans une phase déterminante. En refusant de réglementer l'information de séquençage numérique (ISN, DSI en anglais), les gouvernements permettent aux entreprises de contourner les règles du traité, ce qui ouvre la voie à une nouvelle vague de biopiraterie sur la biodiversité appartenant aux paysan·nes et peuples autochtones. Les années à venir seront décisives pour les mouvements paysans et autochtones, car les efforts convergeront bientôt vers l'organisation d'une nouvelle Conférence mondiale sur la réforme internationale et le développement rural (CIRADR +20).

sous les feux de la rampe

Construire un mouvement plus fort : préparatifs pour le troisième Forum Global Nyéléni

Consacrée en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation, la souveraineté alimentaire met en avant une approche des systèmes alimentaires centrée sur les personnes, et favorisant les aliments produits localement, stables, sains et abordables plutôt que la dépendance aux marchés mondiaux et les politiques néolibérales. Le Forum International Nyéléni de 2007 au Mali a fait de cette vision une norme mondiale, fédérant les mouvements et les organisations de défense de la souveraineté alimentaire et de la justice sociale. En 2015, le Forum international Nyéléni sur l'agroécologie l'a encore renforcée, en plaçant l'agroécologie paysanne, autochtone et familiale au cœur de la stratégie de lutte contre les crises climatiques et de biodiversité.

Malgré ces réussites, nous sommes aujourd'hui face à des crises interconnectées (économiques, sociales, politiques, environnementales et sanitaires) et ancrées dans le système capitaliste oppressif. Ces crises requièrent des changements systémiques et transformateurs qui dépassent ce que les cadres actuels offrent. Pour y parvenir, un mouvement plus large et plus fort, doté d'un programme unifié et d'une action coordonnée, est essentiel. L'élargissement du mouvement pour la souveraineté alimentaire à de nouvelles voix et de nouvelles perspectives peut conduire à des changements significatifs qui permettront de relever les défis mondiaux actuels.

En réponse, le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) a lancé le « Processus Nyéléni » : une mobilisation internationale qui s'appuie sur les réussites des forums de 2007 et 2015. Nommé en l'honneur des rencontres précédentes, le processus Nyéléni appelle les mouvements sociaux du monde entier à s'unir autour de propositions communes de transformation systémique. Le processus franchira une étape importante en septembre 2025 lors du troisième Forum Global Nyéléni à Karnataka en Inde, offrant ainsi une occasion unique de définir un programme pour des systèmes alimentaires justes et durables et pour un changement systémique. En encourageant un mouvement inclusif et intersectionnel, le processus Nyéléni vise à inspirer et à orienter les efforts mondiaux coordonnés vers un avenir juste et porteur d'espoir.

Dans la perspective du troisième Forum Global Nyéléni, les mouvements sociaux qui prônent un changement transformateur préparent d'ores et déjà l'ordre du jour de septembre 2025. L'élaboration d'un programme d'action politique commun et au cœur de l'objectif politique du mouvement Nyéléni : il s'agit d'une étape cruciale pour accomplir les objectifs principaux du processus Nyéléni. Ce programme d'action politique commun se concentrera sur les aspects clés qui sont ressortis des consultations régionales de Nyéléni organisées en 2024 afin de fournir une direction unifiée aux mouvements sociaux pour les années à venir.

D'un point de vue plus technique, tandis que l'organisation hôte met au point la logistique nécessaire à la tenue du forum, les régions sont déjà en train de constituer les délégations qui participeront au Forum Global, en faisant en sorte que tous les secteurs soient représentés, y compris les organisations ou groupes extérieurs au mouvement pour la souveraineté alimentaire, et en respectant des critères intersectionnels. En parallèle, de nombreux groupes de travail (composés de représentants de mouvements sociaux et d'organisations de soutien) ont vu le jour et s'affairent aux préparatifs en vue du forum : méthodologie, communication, collecte de fonds, logistique, implication des chercheur·euses, processus de soins et de respect, interprétation et formation politique.

L'écho des campagnes

processus nyéléni

Comment les peuples autochtones abordent-ils le troisième Forum Global Nyéléni

Saúl Vicente Vázquez, Unité de la Force Indigène et Paysanne (UFIC), Comité de facilitation du CIP

Nous, les peuples autochtones, avons lutté aux côtés d'autres mouvements sociaux de petits producteurs alimentaires depuis 1996, année de lancement de la vision de la souveraineté alimentaire lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome. Elle est devenue l'une des références dans le débat mondial sur le commerce, l'alimentation et l'agriculture et repose sur les peuples. Le besoin d'aliments stables, sains et accessibles, appropriés aux cultures, produits principalement au niveau local, loin des politiques néolibérales, de la privatisation, du libre-échange et de la dépendance aux marchés mondiaux est devenu un élément central au niveau mondial pour tous les principaux mouvements et organisations qui travaillent sur ces sujets.

Depuis, nous sommes parvenus à bâtir un mouvement large articulé dans le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), nous avons influencé les politiques de la FAO et du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale des Nations Unies (CSA) grâce à l'organisation autonome, la mobilisation et la tenue de deux Forums mondiaux Nyéléni pour la Souveraineté Alimentaire, nous avons accompli des avancées importantes comme les Directives volontaires sur les régimes fonciers, les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), une réforme du CSA, ainsi que l'approbation du Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones pour sa relation avec le CSA, l'adoption des principes et éléments de l'agroécologie par la FAO et le HLPF-FSN (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition), entre autres. Tous ces accords et ces politiques internationales ont ouvert la voie et ont déjà commencé à influencer les politiques et initiatives publiques nationales et régionales.

Malgré ces réussites, nous avons pris le chemin, au cours des dernières décennies, d'un carrefour déterminant. La population ressent une inquiétude grandissante et se sent de plus en plus menacée. Jusqu'à présent, les gouvernements n'ont pas été en mesure de trouver des réponses suffisamment solides aux préoccupations des populations et aux risques de crises multiples liées au climat, à la biodiversité et aux pratiques extractives qui continuent de détruire la planète. L'ONU et le niveau national sont en proie à une crise de gouvernance.

Nous sommes convaincus que nous pouvons changer de cap, mais il est urgent d'unir nos forces pour obtenir les changements nécessaires. Nous devons lutter pour la solidarité économique, la justice climatique et contre l'hégémonie des sociétés transnationales (STN) et des grandes entreprises technologiques.

C'est dans ce contexte que se tient le troisième Forum Global Nyéléni, à partir duquel nous proposons de construire un mouvement plus large et plus fort avec une plateforme et des actions communes qui peuvent faire la différence, en promouvant une transformation profonde, un changement systémique qui permet la participation des peuples, des mouvements sociaux qui défendent la souveraineté alimentaire, la démocratie participative, l'autonomisation des communautés, les droits humains, la solidarité, la coopération entre les peuples et la paix, et de répondre à ces crises multiples par de vraies solutions.

encadré 2

Résistons à l'offensive des grandes entreprises sur la gouvernance mondiale !

Le droit des communautés à cultiver leur nourriture et à se nourrir est de plus en plus menacé, y compris dans les espaces politiques mondiaux tels que les Nations unies. Les grandes entreprises et leurs alliés politiques profitent des guerres, des crises climatiques, sociales et de biodiversité actuelles pour favoriser le système alimentaire industriel, au service des profits et non des personnes.

Les organismes de l'ONU en charge des négociations de politiques sur le climat (CCNUCC, « Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ») et la biodiversité (CDB, « Convention sur la diversité biologique ») sont dans l'œil du cyclone. Au fil du temps, la CCNUCC a favorisé l'émergence de fausses solutions, telles que les marchés carbone, qui transforment la nature en profit, sans apporter le moindre bénéfice au climat. Les technologies risquées de géo-ingénierie, censées « réparer le climat » en manipulant le rayonnement solaire ou en capturant le carbone à échelle industrielle, sont également en plein essor. Toutes ces « solutions technologiques » menacent d'accroître l'accaparement des terres et pourraient détruire les écosystèmes dont dépendent les producteurs de denrées alimentaires. Même si la CDB a fait preuve d'un manque d'ambition et de puissance financière lors de la dernière COP 16 à Cali, elle a maintenu un moratoire de facto sur la géo-ingénierie, grâce à une forte mobilisation de la société civile.

La numérisation de l'agriculture et les technologies de l'IA font également leur entrée dans les espaces politiques, menaçant les droits des agriculteurs, comme l'a montré le récent Sommet de l'avenir des Nations unies. Plus que jamais, la solidarité et une forte résistance à tous les niveaux de pouvoir sont nécessaires et nous permettront de transformer le système alimentaire.

Pour en savoir plus : écoutez les miniséries du podcast en anglais « Qui contrôlera les systèmes alimentaires ? » <https://www.etcgroup.org/tags/podcast> et lisez (en anglais) Les chevaux de Troie à la ferme : remettre en question la numérisation de l'agriculture - <https://www.etcgroup.org/content/trojan-horses-farm> et visionnez la vidéo : Big Brother arrive à la ferme (disponible en 12 langues) <https://www.youtube.com/@etcgroup9306>

l'écho des campagnes

processus nyéléni

Région Proche-Orient et Afrique du Nord (NENA)

Jana Nakhal, Marche Mondiale des Femmes

Nous préparons le Forum Global Nyéléni de 2025 alors que notre région traverse une guerre terroriste menée par Israël, y compris un génocide à Gaza, une guerre destructrice au Liban et des attaques continues contre la Syrie et le Yémen, en plus d'une guerre de pillage menée par les princes du Golfe au Soudan.

Le nombre et l'étendue des guerres que la région NENA a connues au cours des 100 dernières années et qui continuent à sévir ont bouleversé sa souveraineté alimentaire, entre autres droits des peuples de la région.

Outre l'intervention indirecte et politique des pays du Nord, cela signifie que la souveraineté alimentaire de la région a également été absente des programmes politiques et mesures de la société civile et des États. De plus, elle est abordée sous le prisme de la sécurité alimentaire, tout en écartant une approche intersectionnelle de la question, pourtant indispensable.

Par conséquent, et simultanément à l'élaboration du processus Nyéléni, nous produisons également une liste d'attentes et d'espoirs pour le Forum Global Nyéléni. Nous pensons que ce forum est l'occasion pour notre région de mondialiser ses causes et de susciter la solidarité, mais aussi d'apprendre d'autres contextes et expériences, et de les adapter à notre culture locale et l'héritage de nos mouvements de décolonisation.

À cet égard, le Forum Global semble propice, pour notre région ainsi que pour d'autres, au traitement du caractère profondément intersectionnel de la souveraineté alimentaire, et à la création d'un espace de partage des connaissances, d'apprentissage et de radicalisation de nos conceptions et de nos mouvements.

Il ne fait aucun doute que les puissances patriarcales, capitalistes et coloniales lancent de nouvelles offensives terroristes sur les peuples du Sud mondial. Notre résistance passera impérativement par des visions collectives du monde qui partent de la base et intègrent l'intersectionnalité, et qui consacrent la souveraineté alimentaire, l'accès aux droits humains de base (comme l'accès au logement, aux terres et aux ressources, à l'éducation, à la santé, etc.), la libération des populations et des femmes, ainsi que les libertés personnelles comme des droits inaliénables.

Région Afrique

Ali Aii Shatou, IPACC

La consultation régionale africaine, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) en juillet 2024, a joué un rôle central dans l'élaboration de la position de l'Afrique. Les participants ont réfléchi à leurs systèmes alimentaires, identifié les problématiques clés et préparé une déclaration qui met l'accent sur les résultats suivants :

Les petits producteurs de denrées alimentaires sont reconnus comme les piliers de la sécurité alimentaire en Afrique. Le soutien à ces producteurs, via l'accès aux ressources naturelles et la reconnaissance de la valeur des connaissances des peuples, est essentiel pour garantir des systèmes alimentaires durables.

L'agroécologie est apparue comme une solution clé aux défis interconnectés du changement climatique, de la dégradation des sols et de l'insécurité alimentaire. Les consultations ont mis l'accent sur la nécessité d'un soutien politique pour développer les pratiques agroécologiques, y compris les systèmes de semences résistants et les méthodes agricoles adaptées au climat.

Des voix fortes se sont élevées en faveur de politiques qui renforcent le pouvoir des femmes et des jeunes dans l'agriculture. Cela inclut l'accès aux ressources, la promotion de l'engagement des jeunes dans l'agriculture et la garantie que le leadership des femmes est au cœur des efforts de souveraineté alimentaire.

La protection des droits à la terre et à l'eau des petits producteurs, des éleveurs, des pêcheurs et des communautés autochtones est considérée comme essentielle pour empêcher l'accaparement des terres et de l'eau et garantir que ces ressources restent la base de la production alimentaire et de la survie culturelle.

Malgré de nombreux résultats positifs, les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont confrontés à des défis importants :

De nombreux gouvernements africains continuent à miser sur les modèles d'agriculture industrielle, qui favorisent l'agriculture d'exportation et ébranlent les systèmes alimentaires locaux.

Les multinationales de l'agrobusiness dominent les systèmes alimentaires et défendent des programmes axés sur le profit qui privilégient les cultures génétiquement modifiées au détriment des variétés locales et traditionnelles.

Les chocs climatiques menacent la productivité agricole, tandis que l'exode rural compromet la viabilité des petites exploitations agricoles.

Le mouvement africain attend de Nyéléni 2025 qu'il soit une plateforme pour un plaidoyer politique audacieux qui remet en question les structures de pouvoir existantes et privilégie des systèmes alimentaires durables et centrés sur les personnes. Les principales revendications portent sur des politiques qui favorisent les petits producteurs, l'agroécologie et les droits à la terre et à l'eau, ainsi qu'un appel à mettre fin à l'accaparement des terres et de l'eau et à la mainmise des entreprises sur les systèmes alimentaires. Le mouvement souhaite également amplifier la voix des groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les communautés autochtones, et encourager la solidarité transfrontalière pour relever des défis communs tels que le changement climatique et l'insécurité alimentaire.



l'écho des campagnes

processus nyéléni

Région Asie-Pacifique

Tammi Jonas, Réseau australien pour la souveraineté alimentaire

Soixante représentants de 12 pays et plus de 20 mouvements sociaux et organisations de la société civile au niveau mondial et régional de l'Asie et du Pacifique se sont réunis à Negombo, au Sri Lanka. Le but était d'évoquer les différentes crises actuelles, provoquées par le capitalisme colonial patriarcal et pour élaborer collectivement nos stratégies en vue du troisième Forum Global Nyéléni.

Des champs et espaces de réunions locaux jusqu'à la plénière, nous avons partagé des histoires de lutte et de résistance spécifiques à l'Asie et au Pacifique, mais généralisables à toutes les régions du monde. Qu'il s'agisse de la microfinance vendue aux petits exploitants ou des prêts de la Banque mondiale aux États souverains, la dette écrase les familles, les communautés et les pays, soutenue par les réformes politiques néolibérales introduites par le FMI dans toute la région. Le capitalisme du désastre sévit dans une région qui souffre énormément du changement climatique, il prend la forme du développement touristique par les entreprises, qui prive les pêcheurs de l'accès à leurs eaux coutumières tout en détruisant les barrières naturelles contre les tsunamis, ou des mégaprojets d'infrastructures visant à récolter le sel issu de l'élévation du niveau de la mer et qui inondent ainsi les rizières des paysans.

De l'accaparement des terres et de l'eau à la nouvelle frontière de l'accaparement du carbone et des données, le capitalisme colonial se déplace au niveau cellulaire et même numérique. La lutte pour la souveraineté alimentaire est fondée sur la connaissance, le territoire et la souveraineté, affirmant les droits consacrés par l'UNDROP (Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales) et l'UNDRIP (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones), qui exigent une réorganisation profonde de qui détient, utilise et partage le pouvoir et les connaissances dans les systèmes agroalimentaires, et rendent le contrôle des moyens de production aux peuples autochtones, dalits, sans-terre, paysans et communautés locales, en commençant par la terre, notre mère.

En travaillant avec nos partenaires invités, les autres grands mouvements mondiaux pour la santé, la justice en matière de dette, la justice climatique, l'économie sociale et solidaire, le travail et la diversité des genres, nous regardons vers Nyéléni 2025, actifs dans notre optimisme à travailler collectivement pour le droit de chacun à une alimentation nutritive et culturellement déterminée, cultivée en harmonie avec la nature, transformée et distribuée par et au sein de nos communautés, et gouvernée démocratiquement par nous, pour nous.

Région Amérique du Nord

Cicely Garrett, Alliance Nationale Noire pour l'Alimentation et la Justice (NBFJA)

Le mouvement pour la souveraineté alimentaire en Amérique du Nord est actif, même s'il est décentralisé et manque d'une structure centrale de soutien à la coordination. Dans le cadre du processus Global Nyéléni, la région Amérique du Nord ne se limite pas aux deux nations que sont le Canada et les États-Unis. Plus de 1 200 nations souveraines Autochtones, Natives, Métisses et Inuites y vivent. Nombre d'entre elles participent activement au mouvement régional pour la souveraineté alimentaire.

Les mouvements pour la souveraineté et la justice alimentaires sont confrontés à un nombre croissant de défis, tant au Canada qu'aux États-Unis, car l'approche systémique de l'alimentation est encore largement absente de la plupart des niveaux de gouvernement, des secteurs publics (santé, éducation) et de la sensibilisation du public. Aux États-Unis en particulier, le gouvernement a exclu des milliers de familles de l'aide alimentaire et d'autres programmes sociaux, et les institutions ont recours à la violence et à l'incarcération contre les communautés des mouvements sociaux.

Dans le même temps, des signes d'une nouvelle vague de mouvements populaires de masse pour #BlackLivesMatter, la justice climatique et des actions contre Monsanto et d'autres entreprises ont émergé. Des alliances nationales nouvelles et existantes renforcent le leadership des familles de la classe ouvrière et des communautés de couleur pour extraire leurs vies et leurs corps du racisme structurel et défendre la justice et la souveraineté alimentaire.

Les consultations nord-américaines se sont déroulées en ligne les 8 et 9 mai 2024. 125 personnes y ont pris part, y compris les membres de la coordination, le personnel de soutien et les traducteurs, représentant plus de 70 organisations, coalitions, réseaux, fermes et centres alimentaires communautaires, issues des nombreuses nations qui habitent l'île de la Tortue. Bien que de nombreuses conversations aient porté sur les défis à relever pour parvenir à la justice foncière et à la souveraineté alimentaire, l'accent a été mis sur l'amplification des interventions stratégiques réussies et les changements systémiques à la racine. Les participant·es ont renouvelé leur appel et leur engagement en faveur de la solidarité et des actions de transformation afin de renforcer le pouvoir collectif. Dans l'ensemble, la consultation a été un début, un catalyseur si l'on peut dire, pour une coordination continue en vue du rassemblement Global Nyéléni en personne de 2025 et au-delà.



L'écho des campagnes processus nyéléni

Région Europe et Asie centrale (ECA)

la Ebralidze, ELKANA

Ces dernières années, le mouvement Nyéléni ECA a fait des progrès considérables en Europe de l'Est et en Asie centrale en encourageant la solidarité entre les personnes et les organisations engagées dans la souveraineté alimentaire et qui œuvrent à faire le lien entre les initiatives locales d'agroécologie. La collaboration avec le bureau régional de la FAO a permis d'amplifier les voix de la société civile et d'apporter des contributions significatives aux débats politiques régionaux. Les efforts de mobilisation au niveau national se sont poursuivis malgré les défis posés par la pandémie. Cependant, la région étant définie par des cultures politiques et sociales, des niveaux de développement nationaux et des systèmes agricoles différents, la stratégie de travail de Nyéléni pour la région est encore en cours d'élaboration. Une nouvelle stratégie vise à mettre en place des processus clairs et à assurer la transparence au sein du réseau afin d'instaurer la confiance et d'encourager l'action stratégique.

Sur le plan politique, la région est en proie à des crises croisées : l'invasion russe en Ukraine, les conflits armés gelés et/ou en cours dans le Caucase et en Asie centrale, ainsi que les conséquences de la guerre en Palestine, sur fond d'effets du changement climatique, en particulier la pénurie d'eau. Les catastrophes naturelles ont non seulement entraîné la perte de milliers de vies, le déplacement de millions de personnes, la destruction des infrastructures civiles et l'interruption des chaînes d'approvisionnement, mais ont également fortement déstabilisé l'ensemble de la région. La vague d'autoritarisme et de populisme déferle sur toute l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, instrumentalisant les situations traumatiques et fragiles des populations. L'introduction de lois ciblant les « agents » supposés, soutenues par la Fédération de Russie, entraîne la stigmatisation et la marginalisation des organisations de la société civile, y compris les personnes et les organisations qui défendent les droits des paysans et des populations autochtones ou la souveraineté alimentaire.

En parallèle, la flambée des prix des denrées alimentaires, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et l'accès limité aux ressources essentielles (terres, eau et main-d'œuvre) ont un effet dévastateur sur les producteurs locaux de denrées alimentaires. Ces pressions ont intensifié la migration des travailleurs, marginalisé les petits exploitants agricoles et aggravé l'insécurité alimentaire régionale.

Pourtant, dans le contexte de ces crises, l'agroécologie a prouvé son importance cruciale. En tant que système agricole familial à faible consommation d'intrants, l'agroécologie offre une base pour la sécurité alimentaire et la résilience en cas d'événements extrêmes. Les petits producteurs de denrées alimentaires, malgré d'immenses défis, restent le pilier des systèmes alimentaires durables. Pour les soutenir, les politiques publiques doivent renforcer la société civile et les organisations autochtones, donner la priorité aux droits humains, inclure les groupes vulnérables et soutenir les économies locales.

Région Amérique latine et Caraïbes

*Perla Álvarez Britez,
CONAMURI/CLOC*

Dans notre région, nous avons proposé que ce troisième processus Global Nyéléni nous aide à renforcer le mouvement pour la souveraineté alimentaire : à réunir un large mouvement populaire, à tisser de nouveaux liens entre humains et entre les humains et la nature, pour pouvoir ainsi transmettre notre si belle Terre aux générations à venir.

Lors de notre Consultation Populaire organisée en février 2024, nous nous sommes engagés envers de nouvelles vagues de réformes agraires populaires, et à faire progresser l'élargissement des systèmes alimentaires agroécologiques pour parvenir à la souveraineté alimentaire. Nous sommes conscients que cela requiert un changement de système.

Une vingtaine d'organisations continentales, régionales et nationales a participé à nos côtés à la consultation, représentant des paysan·nes, des peuples autochtones, des pêcheur·euses, cueilleur·euses, des femmes, des jeunes, des mouvements pour les droits humains, la justice climatique et la santé, entre autres. Nos enfants méritent un monde meilleur, et la perspective d'un désastre complet se rapproche et se confirme plus que jamais si nous n'agissons pas. Aussi nous exhortons tous les mouvements émergents, le mouvement pour la justice climatique, le mouvement féministe, de travailleur·euses, la jeunesse, le monde académique, engagés dans la lutte des peuples, à répondre à l'invitation au Forum Global en Inde en 2025.

Nous lançons un appel à agir aux côtés de nos allié·es pour exiger de nos gouvernements qu'ils prennent leurs responsabilités pour garantir des politiques publiques reposant sur les droits humains et les droits de la nature, pour lutter contre les grandes entreprises qui détruisent nos territoires, pour créer de nouvelles subjectivités basées sur les contributions féministes et faire de la diversité un enjeu d'avenir. C'est pourquoi nous organisons une série de webinaires ouverts pour élaborer un programme commun.

Nous espérons que le Forum Global aboutira à un appel fort à l'humanité, aux gouvernements et aux instances intergouvernementales pour mettre en place des solutions réelles et non de fausses solutions. Nous appellerons à la paix, accompagnée de justice sociale et environnementale, dans le respect du vivant et des personnes. Ainsi, la région Amérique latine et Caraïbes propose une nouvelle CIRADR+20 (Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural) avec une participation populaire active et de premier plan.

